

	Jacques CHIRAC	Lionel JOSPIN	J-P. CHEVENEMENT	François BAYROU	Noël MAMERE	Alain MADELIN
Elargissement	- Accomplir l'élargissement à 25 pour consacrer la paix et la démocratie en Europe.	- Réussir l'élargissement de l'Union sans dilution du modèle européen.				
Constitution	- Favoriser l'élaboration de la Constitution d'une fédération d'Etats-nations pour préserver la souveraineté des pays-membres et démocratiser les institutions européennes. - Faire adopter cette Constitution pour la 1ère fois dans l'Histoire par un référendum européen.	- Faire adopter une Constitution européenne intégrant la charte des droits fondamentaux et fondant une fédération d'Etats-nations. - Clarifier les compétences de l'Union et simplifier les traités.	- Contre une Constitution, pour un nouveau traité soumis à référendum.	- Pour une Constitution européenne " <i>compréhensible et lisible par tous</i> ". - Europe fédérale.	- Adoption par référendum d'une Constitution fédérale. - Pour une France des régions dans une Europe fédérale.	- Pour une Constitution avec clarification des missions de l'Union. - Meilleure définition des procédures de décision. - Garantie constitutionnelle du principe de subsidiarité avec possibilité de recours devant la Cour de Justice ayant vocation à devenir Cour constitutionnelle européenne.
Institutions	- Faire élire un président de l'Union par le Conseil européen. - Accentuation du pouvoir européen. - Chambre des nations. - Remplacement de la Commission par un gouvernement de l'Union. - Réformer le mode de scrutin des parlementaires européens (scrutin par grandes circonscriptions régionales).	- Election des députés européens sur des listes régionales. - Création d'un Conseil des ministres chargés des Affaires européennes. - Désignation du Président de la Commission au sein de la majorité victorieuse aux élections du Parlement européen.	- Création à Strasbourg d'une deuxième assemblée, " <i>émanation des parlements nationaux</i> ". - Publicité des débats et des votes au Conseil. - Coopérations renforcées.	- Election d'un président de l'Union, d'abord par les parlements puis au suffrage universel. - Election des députés européens à la proportionnelle dans des circonscriptions régionales.	- Renforcement des pouvoirs de la Commission élue par le Parlement européen et responsable devant lui.	- Contre un " <i>super Etat</i> " européen et pour un " <i>fédéralisme décentralisateur</i> ".
Europe des Citoyens		- Proposer une carte d'identité européenne avec une face commune et une face nationale.				
UEM	- Mise en place d'un gouvernement économique sur la base de l'eurogroupe ayant un président qui pourrait modifier les règles d'un pacte de stabilité.	- Affirmer le rôle de l'eurogroupe par l'élection d'un président en son sein. - Gouvernement économique européen.	- Remplacer le pacte de stabilité budgétaire par un pacte de coordination pour la croissance. - Réforme des statuts de la Banque Centrale Européenne.	- Transfert d'une partie de la fiscalité à Bruxelles.	- Création d'un gouvernement économique européen.	- Pour un " <i>pacte de croissance et d'emploi</i> " basé sur des baisses d'impôt, l'ouverture des marchés protégés et la flexibilité.
Défense	- Doter l'UE d'un Etat major de planification et de conduite d'opérations. - Adapter l'effort de défense national et européen aux ambitions affichées.	- Elaboration d'un Livre blanc. - Se doter d'une doctrine globale d'intervention et d'emploi de FRR. - Favoriser les capacités de renseignement et commandement.		- Affectation de 0,5% du PIB à une agence de moyens communs de la défense européenne.	- Communautarisation progressive des moyens diplomatiques et militaires des Etats membres.	
Mondialisation	- Aide au tiers monde : annuler sans condition la dette des pays les moins avancés et faire passer l'aide publique au développement de 0,3% à 0,7% du PIB d'ici 2007. - Favoriser l'essor des fonds éthiques.	- Aide au tiers monde : annuler la dette des pays pauvres et porter l'aide au développement à 0,7% du PIB. - Créer une organisation mondiale de l'environnement et un Conseil de sécurité économique.	- Réforme OMC(commerce ≠ intérêt général) et du système financier mondial.	- Effacer la dette des pays pauvres dès qu'ils luttent contre la pauvreté et la corruption.	- Faire de l'Europe le continent du développement durable. - Faire de l'UE la première "zone Tobin" du monde pour limiter la spéculation sur les marchés financiers. - Suspension des négociations agricoles à l'OMC. - Garantir aux pays pauvres l'accès aux médicaments.	

	Jacques CHIRAC	Lionel JOSPIN	J-P. CHEVENEMENT	François BAYROU	Noël MAMERE	Alain MADELIN
Diversité culturelle	- Elaboration d'une convention mondiale	- Créer une chaîne européenne sur le mode réussi d'Arte. - Inscrire dans la constitution européenne la nécessité de préservation de la diversité culturelle	- Notion d'exception culturelle	- Inscrire dans la constitution européenne le principe de la diversité culturelle. - Mise en place d'un instrument multilatéral à l'OMC.	- Défense du système de financement du cinéma européen.	
Politique Agricole Commune	- " <i>Une agriculture européenne de confiance</i> ". - Consolider accords de Berlin, préserver OCM et simplifier PAC, plus de subsidiarité et de compétence aux régions. - Après 2006 : remise en cause de la baisse des prix garantis, création d'un 3è pilier " <i>sécurité et qualité alimentaire</i> ", création d'un fonds de gestion des crises agricoles et alimentaires.	- Réformer PAC dans le respect du cadre financier de Berlin mais opposition à toute renationalisation. - Rééquilibrage des aides vers moyenne et petite agriculture familiale. - Amplification et simplification des contrats Territoriaux d'Exploitation. - Effort particulier pour installation des jeunes : dispositif de soutien et de formation nationalisée.	- Affermir les politiques de la PAC. - Sécurité alimentaire. - Préservation de l'environnement. - Maintenir le modèle européen fondé sur l'exploitation familiale.	- Un revenu décent pour les agriculteurs. - Réformer la PAC. - Protection des agriculteurs face à l'élargissement. - Augmenter la prime à l'herbe pour développer l'élevage extensif et construire une agriculture moins polluante.	- Pour une agriculture durable, une démarche de la qualité et une maîtrise de la production.	
Régions			- Maintien des fonds structurels.		- Pour la France des régions dans une Europe fédérale.	
Politique sociale		- Objectif d'un traité social européen. - Définition d'un contrat de travail européen.			- Création d'un SMIC européen de 1.000 €nets.	
Energie, Environnement, Transport		- Création d'une taxe écologique sur l'ensemble de la consommation d'énergie, différenciée selon le degré de pollution de chaque filière.	- Lancer des grands travaux européens pour un montant de 90 milliards d'euros. - Allocation de 1% du PIB européen à des dépenses d'infrastructures.	- Favorable au lancement de grands travaux européens.	- Définition d'une politique commune en matière d'environnement et d'énergie. - Définir la notion de biens publics gérés collectivement tels que l'eau et l'air. - Taxe sur l'énergie qui financerait la création de l'emploi.	- Créer une police des mers et des océans.
Concurrence, Service public	- Création d'un " <i>service garanti</i> " aux usagers dans le service public (heures de pointe pendant les grèves et jours de grands départs en vacances). - Vente probable des parts de l'Etat dans le capital de France Télécom, Air France, Renault. - Ouverture du capital d'EDF.	- Opposition à toute mise en place d'un service minimal dans les services publics. - Vente probable des parts de l'Etat dans les entreprises du secteur concurrentiel. - Ouverture éventuelle du capital EDF. - Adoption d'une directive.	-Nouveau cap pour la politique de la concurrence.			
Divers			- Proposition de 6 projets communs de coopération renforcée : transport ferroviaire, codéveloppement avec le Sud, partenariat avec la Russie, énergie, recherche, aéronautique et espace.			

	J-M. LE PEN	Robert HUE	Jean SAINT-JOSSE	Christine BOUTIN	Christiane TAUBIRA	O. BESANCENOT
Elargissement		- engagement d'une large concertation et réalisation d'études d'impact avant l'élargissement.				
Constitution	- Référendum dès 2002 sur le retrait de la France du processus d'intégration européenne et le retour du franc.		- Respect de la subsidiarité . - Référendum pour tout nouveau traité et transfert de compétences nationales.	- Pour un moratoire de la construction européenne et la négociation d'un nouveau traité fondateur à l'occasion de l'élargissement.	- Pour une Constitution de l'Europe fédérale élaborée par le Parlement européen et les parlements nationaux et ratifiée par les peuples.	
Institutions			- Intégration du parlement national dans le processus de décision. - Suppression du collège des commissaires européens.			
Europe des Citoyens	- Abrogation du droit de vote des citoyens communautaires résidant en France.					
UEM	- Retour du franc.	- Remplacer le pacte de stabilité budgétaire par un pacte européen pour le progrès social.		- Adoption d'un 5ème critère de convergence : la lutte contre la pauvreté.		- Abolition des critères de Maastricht et du Pacte de stabilité.
Défense						- Impulser politique de paix et de désarmement. - Retrait de l'OTAN.
Mondialisation	- Créer une taxe sur tous les mouvements de capitaux vers l'étranger, création d'une sorte de taxe Tobin nationaliste qui frapperait à hauteur de 1,5% toute sortie de capitaux supérieure à 15 millions d'euros. - Protectionnisme : rétablissement des frontières commerciales.	- Protocole mondial sur la production et la commercialisation des semences génétiquement modifiées. - Protocole mondial pour le respect et la promotion des agricultures paysannes. - Annuler les dettes des pays les plus pauvres. - Augmenter APD à 0,7% PNB.		- Annulation de la dette des pays pauvres et aide au développement fondée sur des engagements de responsabilité réciproques.	- Définition d'un nouveau système de taxation des bénéfices des grandes entreprises.	- Suppression du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC. - Remplacement de ces organismes par des institutions plus démocratiques. - Annulation de la dette du tiers monde.
Politique Agricole Commune	- Mise en oeuvre de la préférence nationale pour les produits agricoles. - Garantir un revenu décent - Défendre l'exploitation familiale. - Lutte contre la désertification rurale.		- Ne pas avancer la date de la réforme, l'élargissement aura des conséquences importantes.			
Diversité culturelle					- Programme de sauvegarde et de promotion des langues régionales.	- Reconnaissance du principe de diversité culturelle.

	J-M. LE PEN	Robert HUE	Jean SAINT-JOSSE	Christine BOUTIN	Christiane TAUBIRA	O. BESANCENOT
Politique sociale		- Création d'un droit européen de pétition. - Pacte européen pour le progrès social. - Harmonisation "par le haut" des législations sociales.		- Faire de la lutte contre la pauvreté un nouveau critère de convergence.		- Unification par le haut des législations sociales.
Energie, Environnement, Transport		- Favorable au lancement de grands travaux européens.				
Concurrence, Service public		- "Arrêt immédiat" des directives ouvrant les services publics à la concurrence. - Prévoir dans les traités la promotion et la défense des services publics.				- Création de services publics européens des postes, télécommunications et des chemins de fer.

N.B. Nous n'avons pas suffisamment d'information sur les candidats suivants : Bruno Mégret, Corinne Lepage et Arlette Laguiller (sauf sur la question des services publics, cette candidate propose un référendum pour savoir s'il faut privatiser la SNCF, EDF et la Poste) et Daniel Gluckstein (qui dénonce les traités de Maastricht et d'Amsterdam et pour qui la défense de l'exception culturelle nécessite la rupture avec les directives européennes).

Appartenances politiques :

Jacques Chirac (RPR) - Lionel Jospin (PS) - Jean-Pierre Chevènement (MDC) - François Bayrou (UDF) - Noël Mamère (Les Verts) - Alain Madelin (DL) - Jean-Marie Le Pen (FN) - Robert Hue (PC) - Jean Saint-Josse (CPNT) - Christine Boutin (Apparentée UDF) - Christiane Taubira (PRG) - Olivier Besancenot (LCR) - Bruno Mégret (MNR) - Corinne Lepage (CAP 21) - Arlette Laguiller (LO) - Daniel Gluckstein (LCR)